

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Obertelli

Prénom : Matthieu

Institution ou entreprise : La Banque Postale

Axe(s) :

- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Pour un monde de demain sans le système d'éducation d'hier

Résumé de votre contribution :

Une économie soutenable doit avoir un caractère inclusif et ressortir plus forte des défis de demain. Pour parvenir à de cet objectif, nous devrions nous intéresser un peu plus à notre système d'éducation. S'il est insuffisant à lui seul, il n'en demeure pas moins une étape indispensable. L'éducation est au fondement de notre vie et définit le firmament de nos droits et devoirs. La première partie de cette note vise à diagnostiquer des réalités chiffrées sur différentes inégalités qui caractérisent notre système scolaire. Ce dernier les façonne également, que ce soit parmi les classes sociales, entre les genres ou au sein de nos territoires. Pourtant, la France a une politique et une histoire qui doivent l'emmener à reconsidérer son système en le rendant réellement inclusif. Dans une deuxième partie, il sera question des menaces qui pèsent sur notre société et les raisons qui laissent à penser que l'éducation peut jouer un rôle significatif dans la kyrielle de défis qui nous attendent. Qu'il s'agisse des transitions numérique et durable, de la sauvegarde de notre démocratie ainsi que du renforcement structurel de notre économie, la formation des individus doit suivre le rythme infernal sous-jacent à ces défis. Enfin, deux mesures seront présentées quant au renforcement du niveau de tous les élèves dès le plus jeune âge. Il faudra en faire plus, comme étendre la formation à tous et à tout âge. L'éducation confère une richesse immatérielle mais inestimable, qui ne doit plus être impactée négativement par la crise et la politique.

Présentation

Une économie soutenable doit avoir un caractère inclusif et ressortir plus forte des défis de demain. Pour parvenir à de cet objectif, nous devrions nous intéresser un peu plus à notre système d'éducation. S'il est insuffisant à lui seul, il n'en demeure pas moins une étape indispensable. L'éducation est au fondement de notre vie et définit le firmament de nos droits et devoirs.

La première partie de cette note vise à diagnostiquer des réalités chiffrées sur différentes inégalités qui caractérisent notre système scolaire. Ce dernier les façonne également, que ce soit parmi les classes sociales, entre les genres ou au sein de nos territoires. Pourtant, la France a une politique et une histoire qui doivent l'emmenner à reconsidérer son système en le rendant réellement inclusif.

Dans une deuxième partie, il sera question des menaces qui pèsent sur notre société et les raisons qui laissent à penser que l'éducation peut jouer un rôle significatif dans la kyrielle de défis qui nous attendent. Qu'il s'agisse des transitions numérique et durable, de la sauvegarde de notre démocratie ainsi que du renforcement structurel de notre économie, la formation des individus doit suivre le rythme infernal sous-jacent à ces défis.

Enfin, deux mesures seront présentées quant au renforcement du niveau de tous les élèves dès le plus jeune âge. Il faudra en faire plus, comme étendre la formation à tous et à tout âge. L'éducation confère une richesse immatérielle mais inestimable, qui ne doit plus être impactée négativement par la crise et la politique.

I/ L'éducation comme vecteur incontournable d'une économie inclusive

A) Un système reproducteur des inégalités socioéconomiques

« Les enfants vivent au même moment, dans la même société mais pas dans le même monde », telle est la phrase qui introduit l'étude de Bernard Lahire et quinze autres sociologues¹. Il est regrettable que la France soit aujourd'hui un cas d'école pour comprendre le postulat ci-dessus et ses conséquences. Le système d'éducation national pose de sérieuses questions quant à l'évolution des inégalités en France. L'OCDE a rappelé récemment² que le poids des déterminismes socio-économiques dans la réussite scolaire en France est, encore en 2018, bien plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE. De manière très synthétique, il est demandé aux élèves français de passer les mêmes examens, dans les mêmes conditions, alors qu'ils n'ont pas les mêmes moyens.

Les conditions de logement, le niveau de vie du foyer, la présence de biens culturels, les sorties et voyages sont autant de facteurs qui influencent la performance d'un élève à l'école. Les enfants sont également très inégaux dans leur accès à l'information : avoir des parents qui ont réussi à l'école, savoir se repérer parmi les débouchés de l'école, comprendre son rôle dans nos vies... A mon sens, il s'agit là d'une idée souvent occultée dans le débat public et même par les études socio-économiques. Pourtant, cet accès à l'information joue un rôle clé dans l'appréhension de nos parcours scolaire et professionnel³. Un enfant qui ne connaît pas les grandes écoles et/ou qui ne peut être aidé par son cercle de proches est également un enfant qui doit faire preuve de plus de talent et d'autonomie pour obtenir le même résultat que les autres. La réussite scolaire ne dépend évidemment pas que des facteurs socioéconomiques : la motivation, la curiosité, le cercle familial et relationnel ainsi que la santé sont par exemple d'autres facteurs prépondérants. Seulement, il s'agit là encore d'autant de critères influencés par ces mêmes facteurs socioéconomiques.

Les travaux de la DEPP³ mettent en lumière un phénomène tout aussi inquiétant quant à l'évolution des inégalités scolaires, à l'aune des compétences de lecture et de calcul chez les élèves du premier degré. Si le niveau scolaire décline depuis plus de trente ans, ce constat est en fait tiré par les

¹ Bernard Lahire et al. (2019) Enfances de classe : de l'inégalité parmi les enfants

² OCDE (2019) Enquête PISA 2018, Résultats France : https://www.oecd.org/pisa/publications/PISA2018_CN_FRA_FRE.pdf

³ DEPP (2019), L'évolution des performances en calcul des élèves de CM2 à trente ans d'intervalle
<https://www.education.gouv.fr/l-evolution-des-performances-en-calcul-des-eleves-de-cm2-trente-ans-d-intervalle-1987-2017-11978>

élèves les plus en retard scolairement, qui sont certes moins nombreux qu'il y a trente ans mais davantage en difficultés. Dans un monde de plus en plus compétitif, où la population française est de plus en plus qualifiée et où les salaires sont progressifs selon la durée d'études ainsi que la rareté du diplôme acquis, il est légitime de s'interroger sur l'évolution des personnes les moins qualifiées. Les moins bien formés d'aujourd'hui connaîtront probablement davantage de barrières pour accéder au marché du travail que ceux d'hier. Il faudra vraisemblablement préparer de nouvelles politiques et débloquer de nouveaux fonds pour tenter de réparer ce que nous n'avons pas su faire hier. Est-ce soutenable ?

B) Des territoires sacrifiés

Les littératures économique et sociologique se sont maintes fois intéressées aux liens entre éducation et pauvreté. De manière synthétique, il apparaît aujourd'hui qu'un individu issu d'une famille pauvre a, toutes choses égales par ailleurs, plus de chances d'avoir un niveau de qualification faible, tandis qu'un individu qui dispose d'un niveau de qualification élevé diminue ses chances de tomber ou demeurer dans la pauvreté. Une personne dont le niveau de qualification est bas a moins de chance de trouver un emploi stable, à plein-temps, avec une rémunération décente. Un individu qui n'a pas une rémunération suffisante ou une situation ne lui permettant pas de se projeter dans l'avenir est un individu dont les chances de tomber dans la pauvreté sont plus grandes. L'Observatoire des Inégalités relève qu'en 2015⁴, 84% de la population vivant sous le seuil de 50% du revenu médian ne dispose pas plus que du bac et un tiers ne possède aucun diplôme. Ainsi, il serait bon de savoir ce qu'il va advenir des gens les moins qualifiés à l'avenir.

Si nous nous intéressons aux populations à échelle départementale, les données de l'INSEE permettent d'établir que 81,4 % des 43 départements⁵ français dont le taux de pauvretéⁱⁱ est supérieur à la moyenne nationale ont une part de la population sans qualification reconnue elle aussi supérieure à cette même proportion en moyenne nationale. Plus de 95%ⁱⁱⁱ de ces départements ont une proportion plus faible de la population diplômée du bac, relativement à la moyenne métropolitaine. Les départements d'Outre-Mer et celui de la Seine-Saint-Denis illustrent parfaitement ces réalités. En 2016, les Séquano-Dionysiens sont les plus pauvres de la Métropole française et 28 % d'entre eux vivent sous le seuil des 60 % du revenu médian d'après l'INSEE. A échelle plus locale, rappelons qu'Aubervilliers, ville limitrophe de Paris, était en 2015 la ville la plus pauvre de notre Métropole⁶ avec un taux de pauvreté de 44 %. Si nous n'avons pas les données pour la Guadeloupe, la Guyane et Mayotte, nous savons que les taux de pauvreté pour la Martinique et la Réunion sont respectivement de 29,8 % et 39 % en 2016, soit les plus élevés de France. Ce sont ces mêmes départements où les proportions d'individus sans diplôme sont les plus élevées en France^{iv}. Quoi qu'il en soit, nos trappes à pauvreté sont aussi des trappes à sous-qualification.

C) La force de l'histoire française et de sa politique actuelle

L'éducation est un moyen d'inclusion indéniable. Avec un taux de scolarisation des 3 ans de 97,2% à la rentrée 2017 d'après l'INSEE, un effort des dépenses publiques dédiées à l'éducation plus important que dans les autres pays de l'OCDE et un taux de natalité supérieur à la moyenne européenne, la France a des avantages naturel et structurel afin d'exploiter le potentiel de son capital humain. Cependant, ce potentiel se décime avec le temps. Les recalés de la sélection scolaire voient leur liberté d'action se réduire et contraindre leurs choix scolaires et professionnels. De surcroît, comme vu plus haut, cette sélection ne dépend pas seulement que du mérite de chacun. Enfin, cette même sélection ne donne pas forcément lieu à une situation équitable sur le marché du travail. A titre d'exemple, il est intéressant de noter que les femmes sont proportionnellement plus qualifiées que les hommes mais sont moins bien rémunérées : d'après l'INSEE, le salaire net horaire moyen des hommes

⁴ Observatoire des inégalités (2018), La pauvreté selon le diplôme https://www.inegalites.fr/La-pauvrete-selon-le-diplome?id_theme=15

⁵ Les taux de pauvreté en Guadeloupe, Guyane et Mayotte ne sont pas fournis par l'INSEE pour l'année 2016, ils ne sont pas inclus dans ce constat.

⁶ Classement réalisé par l'auteur sur la base des données communales du taux de pauvreté (60% du revenu médian) de l'INSEE en 2015.

en 2016 était de 15,77EUR contre 13,03EUR pour les femmes. Ces disparités tendent à se réduire quand le niveau de qualification augmente, sans disparaître pour autant. L'accès au marché du travail est aussi plus compliqué pour une femme non qualifiée : 38,7% des femmes pas ou peu diplômées sont au chômage en 2018.

Il appartient à chacun de savoir à quel point la justice sociale et la méritocratie sont des concepts déterminants ou non dans la transition de demain vers un développement durable. En revanche, cela n'empêche pas de requestionner urgemment notre modèle de gestion du capital humain, ne serait-ce que parce qu'on parle de la France. Notre patrie est aujourd'hui une société dont la répartition du revenu est moins inégalitaire que les autres pays de l'OCDE. C'est également la première nation qui dépense le plus pour sa population au regard du taux de dépenses publiques. De fait, il est tout à fait légitime de s'interroger sur la persistance de certaines inégalités dans certaines zones face aux moyens que la République française met en œuvre. Ne pourrions-nous pas imaginer que de profonds changements de nos politiques d'éducation n'amènent pas une réduction de certaines dépenses sociales à long-terme sans empêcher l'élévation du niveau de vie des habitants ? La France doit retrouver un modèle d'éducation en phase avec ses principes et ses valeurs. Son histoire en fait un acteur sans précédent dans le débat politique et économique portant sur les inégalités.

L'inclusivité est une notion sous-jacente à un développement économique viable, vivable et durable. Pourtant, nous avons démontré que beaucoup d'individus issus de certains milieux sociaux souvent défavorisés et de certains territoires sont encore loin d'être aussi bien intégrés que d'autres. La France a une politique et une histoire faisant d'elle un acteur significatif dans ce combat. Elle doit retrouver un leadership mondial sur ces questions et insuffler un modèle qui traverse les époques. Ce besoin de renouveau est d'autant plus important que l'éducation s'avère être un levier direct ou indirect des défis de demain.

III/ L'éducation : levier pluriel des défis de demain

Le système d'éducation est vecteur de plusieurs dysfonctionnements chroniques qui ne sont pas seulement observables en France. L'éducation vient davantage répondre aux besoins de notre modèle économique que l'inverse. Cette aliénation soulève plusieurs problèmes majeurs, exacerbés par l'évolution très rapide de notre monde.

A) La formation comme condition *sine qua none* de la transition numérique

Le premier problème repose sur le rythme d'apprentissage. Si des élèves décrochent, cela ne veut pas forcément dire qu'ils sont fondamentalement incapables de faire de longues études mais seulement qu'ils n'en sont pas capables selon les modalités de temps et d'organisation imposées par notre système. Depuis quelques années, les outils numériques ont envahi nos espaces de travail et nos foyers. Ce phénomène exacerbe les problèmes liés au rythme d'apprentissage. Il est d'utilité publique de se demander si notre système d'éducation arrive à assumer le *tempo* imposé par les technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette interrogation est d'autant plus légitime que la précocité est une qualité très appréciée chez l'élève français, ce qui laisse en suspens le sort des moins précoces.

Les travaux récents de l'OCDE⁷ analyse l'influence des TIC sur l'apprentissage des élèves. Tous les pays qui ont le plus investi dans les TIC dans le domaine de l'éducation n'ont enregistré aucune élévation significative du niveau des élèves. Pire encore, l'introduction des TIC est plus proche d'augmenter les inégalités entre les élèves que de les réduire. En fait, appréhender un outil numérique ne demande pas seulement de l'expérimentation. Cette appréhension est subordonnée à des

⁷ OCDE (2019), Connectés pour apprendre ? <https://www.oecd.org/fr/education/scolaire/Connectes-pour-apprendre-les-eleves-et-les-nouvelles-technologies-principaux-resultats.pdf>

compétences comme la lecture ou le calcul. Pour les plus âgés et pour des métiers plus qualifiés, il faut en outre disposer de connaissances sur les règles propres à leurs disciplines. En clair, donner des moyens matériels comme les TIC est une étape primordiale pour que la population s'adapte et se forme correctement. Cependant, cela ne suffit pas, il faut s'assurer que les moyens immatériels transmis par notre système soient en phase avec l'évolution technologique de notre monde. Occulter ce problème risque de laisser place à un nouveau mécanisme qui aggrave les inégalités scolaires et sociales.

B) La formation comme vecteur de la restauration du droit à l'information

Un second problème réside dans l'accès à l'information. La transformation numérique se caractérise aussi par un poids des réseaux sociaux de plus en plus prépondérant dans nos vies. Aujourd'hui, ces mêmes réseaux sociaux influencent profondément notre paysage politique et social. Chez nos voisins italiens, le mouvement « Cinque Stelle », premier parti aux dernières élections présidentielles, est le fruit d'un blog de l'humoriste Beppe Grillo. Aux Etats-Unis, Donald Trump a souvent tendance à déclencher des secousses géopolitiques par le biais de ses tweets. Le problème n'est pas tant que ces réseaux existent mais plutôt la consommation que l'on en tire. Les utilisateurs n'ont pas forcément toutes les informations pour faire la part entre le vrai et le faux. A ce propos, les élections américaines de 2016 ont donné lieu à davantage de partages sur les « fake news » que sur les « real news » sur le réseau Facebook⁸.

Le mouvement des « Gilets Jaunes » est lui-même originellement le fruit d'un événement Facebook. Il n'est pas question ici de décrédibiliser les revendications des manifestants, mais plutôt de se demander si tous étaient unis par la même vision politique. Nous savons aujourd'hui que les utilisateurs sont exposés à des contenus parfois très politisés, parfois mensongers, parfois trompeurs et ce de manière récurrente. Notre rapport à la « vérité » est brouillé et nous ne sommes de toute façon pas assez armés pour la déceler sur certains sujets que nous n'avons jamais étudiés. De fait, nous sommes dépendants d'autres acteurs, souvent incarnés par des « influenceurs » politiques, parfois plus avides d'actions que de vérité. Les utilisateurs des réseaux sociaux ont davantage tendance à lire ce qu'ils aiment entendre plutôt que ce qu'ils doivent comprendre. Outre les réseaux sociaux, la prolifération d'articles et vidéos supposés « vulgarisateurs » ont plus souvent l'apanage d'un discours politique que scientifique.

Simone Weil nous dit que la vérité est un besoin de l'âme qui garantit la liberté d'action des individus. Aujourd'hui, nous sommes bien incapables de garantir ce besoin aux individus. Notre système ne permet plus de condamner efficacement les mensonges et calomnies qui émergent de chacun. Pire encore, ce n'est peut-être plus un besoin aux yeux de certains. Ce problème soulève de profondes questions quant à la soutenabilité de notre démocratie et de son évolution. Que fera un peuple de plus en plus exposé à de fausses informations sans pouvoir les repérer comme telles ? Ce phénomène n'est-il pas une atteinte dans nos libertés d'expression et d'opinion ? Peut-on imaginer que ces réseaux sociaux, en exacerbant la prolifération de fausses informations, détériorent le lien entre les individus et les institutions ? Que doit-on espérer sur les décisions de ce même peuple, amené à s'exprimer sur les projets politiques européen et national ? Quand notre peuple se pense souverain dans ses choix, plus à même de savoir ce qui est bon pour lui, est-ce là une réalité ou un fantasme ? A titre d'exemple, le premier parti de France lors des élections européennes présentait des mesures dans son programme qui étaient parfois de l'ordre des compétences nationales et non européennes, sans que cela gêne vraiment ses électeurs.

L'éducation n'est pas un moyen suffisant pour assurer un débat juste et honnête. De plus, des gens parfaitement éduqués sont tout à fait capables de mentir. Hannah Arendt rappelle d'ailleurs que « l'éducation ne peut jouer aucun rôle en politique, car en politique, on a toujours affaire à des gens éduqués ». Cependant, elle nous dit aussi que l'éducation est une sphère pré-politique, indispensable dans notre conception de la citoyenneté. L'école est le premier réel lieu de socialisation chez l'enfant. C'est aussi là où il a ses premiers contacts avec l'Etat. Si l'enfant suivra au fur et à mesure un

⁸ H.Allcott et M.Gentzkow (2017), Social Media and Fake News in the 2016 Election, Universités de Stanford et New-York, <http://web.stanford.edu/~gentzkow/research/fakenews.pdf>

engagement politique plus ou moins actif, il doit cependant avoir un « kit de survie » dans ses combats, ne serait-ce que pour survivre à ses propres combats. S'il appartient à chacun de choisir de manier les armes conférées par le savoir, il appartient à l'Etat de conférer ces armes à cette même population et de lui apprendre à s'en servir.

C) La formation comme levier de la prise de conscience environnementale et comme objectif de transition durable

Un troisième problème inhérent à notre système d'éducation doit aussi amorcer une nouvelle réflexion. Aujourd'hui, le monde fait face à des problèmes de plus en plus complexes qui demandent de plus en plus de connaissances sur de plus en plus de sujets. Cela demande évidemment à ce que notre formation s'adapte à ces évolutions. La production devient de plus en plus spécialisée, les diplômes aussi. Cette spécialisation ne tend pas fondamentalement au cloisonnement des disciplines. Néanmoins, force est de constater que nous sommes davantage formés à comprendre un pan du fonctionnement de notre monde plutôt que celui du monde lui-même. Une allégorie de ce problème repose sur le débat public autour de la question environnementale posée par les autorités politiques internationales et nationales. Le développement durable est aujourd'hui un concept qui prend en compte des objectifs purement économiques et purement scientifiques. De manière caricaturale, écouter seulement les économistes aujourd'hui revient à courir droit vers une catastrophe environnementale. Ecouter seulement les scientifiques mène droit vers un monde de plus en plus pauvre et inégalitaire. Dans les deux cas, la pérennité de notre société est clairement menacée. Que faut-il privilégier ? Il n'y a rien à privilégier mais tout à concilier. Cessons d'être otage de nos modèles, surtout si nous en sommes à l'origine.

Je suis bien incapable de savoir quelle politique saura le faire. En revanche, ce que je sais, c'est qu'il est très difficile de se former correctement face à une pléthore de sujets. Le problème n'est pas tant de laisser les gens se spécialiser vers un domaine. Il tient davantage à ce que l'on ait du mal à comprendre le discours des spécialistes quand on n'est pas un. Ces distorsions nous empêchent de nous poser les bonnes questions et d'agir en bonne et due forme. Aujourd'hui, c'est un point d'autant plus important qu'une transition vers une économie durable implique une transformation des comportements individuels et collectifs. Nous sommes tous concernés par un même problème, nous devons tous avoir une idée concrète de l'impact de nos actes et de nos modes de consommation sur notre écosystème et notre société. Pourtant, déjà que nous n'avons pas tous les mêmes moyens financiers pour nous adapter à une telle transition, nous ne sommes également pas tous aussi cultivés sur le sujet. C'est sur les bancs de l'école, dès le plus jeune âge, que nous serons capables d'impliquer le plus grand nombre de personnes dans cette transition et de former les générations futures à un comportement moins préjudiciable pour l'environnement que le nôtre.

Outre ces préoccupations écologiques, il convient de rappeler que l'éducation est le quatrième objectif du Programme des Nations Unies pour le développement⁹. Ce même programme stipule de « veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité, dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». La lutte environnementale nous rappelle combien nous ne sommes pas égaux sur nos efforts à consentir pour réduire notre empreinte, que ce soit du fait de notre lieu d'habitation, de nos contraintes financières ou même de nos conditions de vie. Pourtant, il faut veiller à garantir une croissance « viable, vivable et durable ». Cette lutte environnementale doit être collective, notre transition vers une économie durable est indissociable de son caractère inclusif. Cessons d'attendre un sauveur, un surhomme ou une surfemme. Pensons collectivement, agissons collectivement. Donnons ainsi les moyens financiers et culturels nécessaires à tous. L'éducation vise justement à augmenter ces deux sortes de moyens.

D) La formation comme pendant de notre vie

⁹ ONU, les 17 objectifs du PNUD <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>

La formation ne doit pas être seulement une période de notre jeunesse mais plutôt le pendant de notre vie, quel que soit notre âge. Elle est un levier peut-être insuffisant mais au moins indispensable face aux défis pluriels que peut rencontrer notre société. L'Etat, comme les entreprises, ont bien compris qu'une hausse de la formation permettait aux chômeurs de mieux s'insérer sur le marché du travail et aux salariés d'améliorer leur productivité. La littérature économique a prouvé à plusieurs reprises les effets positifs entre éducation et croissance économique. France Stratégie¹⁰ est d'ailleurs bien placée pour connaître ces débats.

Sauf erreur de ma part, la littérature économique n'est pas encore capable d'expliquer clairement d'où vient le ralentissement des gains de productivité observé depuis ces vingt ou trente dernières années dans la plupart des pays développés. Ce que nous savons, c'est que la productivité des salariés diminue avec l'âge dans certains métiers « physiques », tandis qu'elle tend à s'accroître pour d'autres, comme les professeurs, les chercheurs, les médecins... Il est paradoxal de ne pas penser un système où les plus âgés useraient davantage de leur force intellectuelle que physique. On sait également que la formation influence positivement la productivité des salariés. La productivité étant de toute façon un facteur significatif pour le développement de notre économie, il est regrettable que les autorités publiques ne se soient pas plus impliquées dans la question, ou du moins qu'elles ne l'aient pas plus mise en avant dans le débat public.

A titre d'exemple, le vieillissement de la main d'œuvre est un problème bien connu de notre gouvernement. C'est sans doute en ce sens que ce dernier a choisi de réformer son système des retraites aujourd'hui. Un peuple plus productif, c'est un peuple plus à même de gagner de l'argent si le marché fonctionne correctement. Cotiser sans consentir à des efforts financiers croissants, c'est sans doute un objectif sur lequel il faudrait s'attarder davantage. Les mouvements sociaux ces derniers mois ont montré à quel point les français sont attachés à leur système social et ses avantages. Si l'évolution de l'économie et de notre système nous amène à nous interroger sur la persistance de certains de ces avantages, il apparaît néanmoins que la coupe des dépenses publiques n'est pas une solution économique et sociale efficace à court et long terme. Bien sûr, la hausse de la productivité ne suffit pas du tout à assurer la pérennité de notre système par capitalisation, ou alors elle a intérêt à être extrêmement importante. En revanche, mettre en œuvre des politiques pour doper la productivité de la population peut sans doute, à terme, rendre de telles politiques peut-être plus indolores. Quoi qu'il en soit, augmenter la productivité par une hausse de la formation des individus revient au mieux à retrouver une croissance économique en volume durable, au pire à poser les bases d'une telle croissance.

Les défis de notre monde sont pluriels. La transition numérique est très rapide, l'évolution de notre démocratie est bousculée par les réseaux sociaux, la lutte contre le réchauffement climatique est complexe à régler et certains avantages sociaux sont aujourd'hui menacés par le ralentissement de notre économie. L'éducation est un levier commun, direct ou indirect, à tous ces défis. Finissons par lister quelques propositions, bien que ces dernières soient incomplètes et non-exhaustives.

III Pour aller plus loin

A) Deux propositions

Mettre en œuvre une profonde politique d'éducation visant à améliorer le niveau général des élèves dès le plus jeune âge, notamment celui des plus en difficultés

- Réduire le nombre d'enfants par classe : d'après l'OCDE, quand bien même la France a diminué le nombre d'élèves par classe ces cinq dernières années, notamment dans les zones prioritaires d'éducation, il n'en demeure pas moins qu'elle compte à ce jour 23 élèves par classe dans le premier degré contre 15 en moyenne parmi les pays de l'OCDE. Au-delà de l'effet positif sur les compétences des élèves que peut avoir cette réforme, elle est d'autant plus urgente au regard des risques de contamination du COVID-19.

¹⁰ France Stratégie (2016), L'éducation peut-elle favoriser la croissance ? <https://www.strategie.gouv.fr/publications/education-favoriser-croissance>

- Mettre en œuvre une politique d'information des débouchés scolaires dès le plus jeune âge : un enfant, quelle que soit son origine sociale, doit avoir les mêmes informations que les autres pour qu'il ait au moins la chance de prétendre aux mêmes ambitions que les autres.

B) L'éducation comme moyen de richesse inestimable

Pour conclure, il convient de préciser que l'accomplissement d'une profonde politique d'éducation est évidemment soumise à des contraintes budgétaires. Le paiement des intérêts de la dette est, en 2018, le quatrième poste de dépenses de l'Etat. La conjoncture actuelle ne tend pas vers une réduction du fardeau de la tête. Néanmoins, la situation budgétaire ne doit pas nous empêcher de revoir la question de l'enseignement scolaire, qui est la deuxième poste de dépenses du budget. Il est important que l'on ne ressorte pas affaibli par cette crise sur le long-terme. Si nous devons en payer le prix, faisons en sorte que le peuple essuie le minimum de conséquences. J'entends par-là qu'une baisse, une stagnation ou un faible accroissement du niveau de richesse monétaire des individus est une chose. La richesse intellectuelle en est une autre qui doit être préservée de toutes les crises et de toutes les époques. Une profonde politique d'éducation, à condition qu'elle soit inclusive, en incluant même les migrants, est le seul moyen de garantir aux gens une richesse qui leur appartient de vendre sur le marché : le savoir. C'est un moyen phare dans notre capacité à nous relever de cette crise et d'en ressortir plus fort.

ⁱ Je n'ai aucun chiffre à présenter car je n'en ai pas trouvé. Ce postulat tient de mon expérience personnelle vécue et partagée par un nombre qui, je vous le concède, n'est peut-être pas suffisant pour satisfaire la loi des grands nombres. Je m'inspire également des enseignements d'Akerlof quant à l'influence de notre qualité d'information sur nos arbitrages.

ⁱⁱ 60% du revenu disponible médian 2016

ⁱⁱⁱ D'après les données de l'INSEE et les calculs de l'auteur. Seuls l'Hérault et Paris échappent à ce constat. Remarquons que ces deux départements ont une répartition des revenus plus inégalitaire que la moyenne métropolitaine au regard du rapport interdécile pour l'année 2016. Paris est même le département le plus inégalitaire de France.

^{iv} 46,4% des Réunionnais, 41,9% des Martiniquais et 38,1% des Séquano-Dionysiens n'ont aucun diplôme en 2016.

Revue bibliographique

Pauline Givord et Markus Schwabe (2019), Enquêtes PISA 2018 : résultats France, OCDE

Léa Chabanon, Jean-Marc Pastor (2019), L'évolution des performances en calcul des élèves de CM2 à trente ans d'intervalle, DEPP

Francesco Avvisati (2019), Connectés pour apprendre ?, OCDE

H.Allcott et M.Gentzkow (2017), Social Media and Fake News in the 2016 Election, Stanford and New York Universities

Bernard Lahire et al. (2019), Enfances de classe, de l'inégalité parmi les enfants, Editions Seuil

Hannah Arendt (1961), La crise de la culture, Editions Folio

Simone Weil (1943), L'enracinement, Prélude à une déclaration des devoirs envers l'humain, Editions Folio

Martin Ravallion (2015) The Economics of Poverty, Oxford University Press

Sources données

INSEE et OCDE